



Continuité pédagogique: où en sommes-nous ?

Lorsqu'il dit mi-mars que « *tout est prêt pour la continuité pédagogique* », notre ministre – outre qu'il ment au vu des dysfonctionnements - ne s'intéresse qu'à l'aspect purement technique. Or, la continuité pédagogique est avant tout une question humaine.

Enseigner par télétravail n'a rien d'instinctif. Il ne suffit pas d'allumer un ordinateur et de rentrer dans la matrice ! Pour un enseignant, cela commence par la maîtrise des outils numériques nécessaires. De plus, cette situation est une nouveauté à laquelle nous devons nous habituer en urgence, sans aucune préparation ni formation et souvent dans la plus grande improvisation. Sur-tout, la préparation d'un cours en télé-enseignement ne peut se concevoir de la même manière qu'une séquence en présentiel et n'en aura jamais l'efficacité. Il y a dans un cours tellement de petits gestes, de remarques, de signaux qui sont le moteur de notre pédagogie. Ce sont ces interactions qui nous permettent d'aider les élèves à surmonter leurs incompréhensions, leurs erreurs, leurs difficultés. En télétravail, nous en sommes privés. Il faut donc anticiper beaucoup plus – tout en sachant que nous en laissons « *sur le bord du chemin* » –. Enfin, c'est oublier le rôle fondamental qu'ont les interactions entre élèves dans le processus pédagogique. Bref, l'enseignement à distance n'est pas le fondement de notre métier.

Au-delà, cette période est aussi une épreuve : épreuve de l'inquiétude, de la maladie, de l'isolement, pression dans notre travail... Pression exté-

rieure, parfois, venant de notre hiérarchie intermédiaire. Pression personnelle souvent, que nous nous imposons.

Enfin, cette période est aussi source d'inégalités scolaires : le téléenseignement ne remplacera jamais l'enseignement parce que la fracture numérique renvoie les élèves à leurs inégalités sociales ne serait-ce qu'accéder aux ressources. Parce que travailler chez soi, seul – ou même avec l'aide de sa famille – fait reposer la réussite d'enfants et d'adolescents sur leur propre autonomie. Enfin, parce que venir en classe signifie avoir un cadre spécifique où l'élève aura les interactions essentielles à ses apprentissages et à sa sociabilité.

Cette expérience du confinement permet de nous interroger en profondeur sur la nature de notre travail, son importance et les moyens nécessaires à une École qui émancipe. Elle permet aussi, en restant vigilant, d'identifier les pratiques qui pourront nourrir notre métier et celles dont il faudra se garder.

Sommaire

- P1 - Édito -
- P2 - Fracture numérique et sociale vis-à-vis des élèves
- P2 - Comment se sentir élève à la maison ?
- P3 - Élèves à besoins pédagogiques particuliers
- P3 - Continuité pédagogique, classe inversée
- P4 - Décrochage en LP
- P4 - L'évaluation / Contrôle continu
- P5 - Qui gère la crise?
- P5 - Le confinement fait monter la pression
- P6 - Téléenseignement ou auto-aliénation ?
- P6 - Fracture numérique dans le 1er degré
- P7 - La continuité pédagogique appliquée à la Vie scolaire
- P7 - Les associations à la rescousse
- P8 - Quel avenir pédagogique ?

La fracture numérique : un problème technique et social

Moins de 2% des 12-17 ans n'ont ni matériel numérique ni accès à internet, moins de 5% de l'ensemble des familles avec enfants.

Outre que ces 5% sont déjà importants, il convient de préciser le niveau d'équipement :

- Disposer d'un équipement de type micro-ordinateur par foyer est très différent de disposer de plusieurs dans un contexte de confinement où tous les membres de la famille y ont recours. L'usage en est donc partagé et moins flexible.
- De nombreux élèves n'ont accès à internet que grâce à leur téléphone. Or, l'usage pédagogique du téléphone est extrêmement limité, moins fonctionnel et plus fatigant.

Au-delà de l'aspect technique, il y a aussi une question de maîtrise de ces outils : certains outils comme la classe numérique ou l'usage de logiciels de bureau semblent faciles d'utilisation et nous partons de

l'idée reçue que les enfants nés dans cet univers le maîtrisent. Or, maîtriser ces outils implique une habitude et une pratique spécifique socialement très discriminante et l'utilisation d'appareils numériques ne prédispose pas à la maîtrise technique (traitement de texte, usage de serveurs...) ou à l'autonomie (recherche d'informations etc.).

Dans le contexte actuel, on constate que les élèves issus de parents plus diplômés sont plus sensibilisés à la fois aux outils et aux méthodes. Ainsi, ils ou elles peuvent se saisir bien plus facilement des moyens de continuité pédagogique que les autres. Dans ces conditions, avancer sur le programme signifie creuser l'écart sauf à mettre en œuvre des dispositifs d'accompagnement personnalisés pour les élèves les plus fragiles. Dispositifs trop coûteux en énergie et en temps dans le contexte actuel et qui impliquent que les enseignants aient conscience de cette fracture.

Comment se sentir élève à la maison?

La période de confinement a rappelé que tous les élèves n'étaient pas égaux face aux apprentissages et dans leur rapport à l'École. Dans le premier degré, les élèves ont d'abord dû s'adapter et tisser un lien le plus souvent numérique entre la maison et l'École afin de garder un contact avec l'enseignant et récupérer le travail scolaire. C'est une première étape qui n'est ni simple ni instinctive pour des enfants qui construisent un rapport très physique et affectif avec leur enseignant. Déconstruire pour reconstruire un tel lien est source de déstabilisation, surtout quand il y a une incertitude sur la durée de ce travail hors l'école.

À cette première rupture, ajoutons celle de la posture d'élève. L'enfant doit pouvoir se sentir élève aussi lorsqu'il est à la maison et ce pour une période plus longue qu'à l'accoutumée. Pour cela, pa-

rents comme enfants ont dû construire un espace de travail, des temps spécifiques et des règles de fonctionnement pour que l'élève soit apprenant en dehors du contexte scolaire et avec d'autres personnes qu'un personnel enseignant. Au-delà de la charge de travail, l'élève doit construire un autre lien direct en dehors de l'enseignant pour que sa famille devienne un nouveau vecteur des apprentissages. Cette dimension, plus psychologique, est également source de discrimination pour tous les élèves qui ne sont pas tous en position de l'aborder ni d'être soutenus dans la démarche.

Si cette dimension est moins marquée au collège et au lycée, elle laisse les élèves les moins autonomes et les moins suivis face à des difficultés tout aussi concrètes d'apprentissage.

Élèves à besoins pédagogiques particuliers : quelle prise en compte ?

Le confinement et la « continuité pédagogique » ont été très brusquement instaurés. Les attentes et demandes institutionnelles se sont dirigées de suite vers les élèves de milieu scolaire ordinaire. Mais les grands oubliés de ce système scolaire à distance restent les élèves des ULIS, SEGPA, IME et IMPro ou encore en hôpital de jour. Comment imaginer qu'ils puissent suivre une scolarité à distance sans l'aide particulière des personnels formés et spécialisés ? Pour nombre d'entre eux, l'entrée dans les apprentissages ne peut se résumer à remplir des tâches demandées,



mais nécessite une multiplication des supports, des approches et techniques pédagogiques ou des intervenants (enseignants, personnels éducatifs et médicaux). Dans ces conditions, il est impossible pour les familles ou les structures d'accueil de remplir un rôle pédagogique et de soutien. S'il s'agit d'un oubli flagrant de la part de l'institution (lourd de sens en termes d'estime vis-à-vis de l'enseignement spécialisé), il n'est pas rare d'avoir constaté certaines pressions sur les enseignants et sur les personnels AESH intervenant dans ces dispositifs pour qu'ils agissent de la même façon que leurs collègues du milieu ordinaire. Effarant.

La « continuité pédagogique » ou l'application de la classe inversée

En termes de mécanismes pédagogiques, qu'avons-nous mis en place ces dernières semaines ?

D'un enseignant, d'un établissement ou d'une école à l'autre, une grande diversité d'applications a vu le jour puisque chacun a dû improviser. Dans les grandes lignes, en collège et lycée, du fait d'outils numériques préexistants plus ou moins fonctionnels (Environnement Numérique de Travail (ENT), Pronote...) et de la mise en place progressive des « classes virtuelles », l'organisation du travail scolaire a fait cohabiter l'envoi aux élèves de devoirs ou de contenus de cours, généralement en amont, et un temps d'échange ou d'application en audio ou visioconférence. Nous avons expérimenté une forme de classe inversée.

Quelle efficacité pour cette pratique pédagogique ?

Les travaux déjà menés montrent que si la classe inversée est plus efficace à mesure que les apprenants avancent dans l'enseignement supérieur, elle est vecteur d'accroissement des inégalités scolaires dans l'enseignement secondaire. En effet, elle implique des élèves la maîtrise d'un outil essentiel : l'autonomie (gestion de

la mise au travail, du temps, des difficultés rencontrées et préparation du temps d'échange avec l'enseignant pour qu'il soit fructueux). Or, tous les élèves n'ont pas développé autant d'autonomie, en particulier dans les familles où cette valeur est moins véhiculée... souvent les classes populaires. Ce que nous constatons c'est que la « continuité pédagogique » conforte très souvent cette analyse.



Quelle réponse apporter ?

Si nous discutons souvent de l'autonomie des élèves, cette problématique n'est réellement abordée ni dans les programmes, ni dans l'organisation des cycles, ni dans les rares formations. Savoir-faire fondamental de la société du XXI^e siècle, elle reste, à l'école, un « savoir-être » postulé. L'autonomisation des élèves doit être un objectif explicite d'apprentissage sur lequel réfléchir et construire des dispositifs pédagogiques qui en permettent l'acquisition. Tant que ce ne sera pas le cas, beaucoup d'efforts pédagogiques continueront de « transformer les inégalités sociales en inégalités scolaires ».

Décrochage en LP : le mirage de la continuité pédagogique

Les enseignants des lycées professionnels font l'amer constat qu'il est très compliqué de ne pas perdre le lien avec les élèves pendant cette période. Le manque de matériel informatique dans les familles, le manque d'autonomie avec les outils numériques sont autant de facteurs qui expliquent le décrochage pour ces élèves qui sont issus, dans leur grande majorité, de milieux défavorisés. L'annonce assez prématurée, alors qu'il existait d'autres pistes, d'un passage des examens en contrôle continu a accentué le phénomène. Ces dernières semaines, en fonction

**ÉLÈVES DE LA VOIE PRO
DERNIERS DE CORDEES...
PREMIERS SACRIFIÉS !**

des filières et des disciplines, la proportion a pu atteindre jusqu'à 90%. **Pour la voie pro, la continuité pédagogique est bel et bien une hypocrisie !**

Cette crise majeure révèle les conséquences dramatiques de la transformation de la voie professionnelle. Plutôt que de feindre que tout va bien, notre ministre devrait mettre sa réforme en « *quarantaine* », car ce sont des moyens supplémentaires dont ont besoin les lycées pro pour assurer aux élèves et à leurs familles les conditions d'une rentrée digne et porteuse d'avenir.

L'évaluation au temps du confinement

Dans le contexte de confinement, la question de l'évaluation a posé beaucoup de questions. Autant parce qu'elle n'a pas été réfléchie en amont que parce qu'elle est un enjeu à plusieurs titres. Parfois vue comme un moyen de maintenir les élèves en lien avec l'École, elle peut être discriminatoire. Mais de quelle évaluation parlons-nous ?

Si toute évaluation sommative est en théorie proscrite par le ministère pendant l'enseignement à distance, dans la pratique elle existe et pose problème : la vérification des apprentissages de l'élève, notamment des connaissances, est impossible compte tenu de l'accès à des ressources diverses. Le travail n'est rendu que par une minorité d'élèves. Plus largement, les résultats sont fortement discriminants car ils dépendent de l'accès au numérique, de la capacité d'aide des familles,

des héritages familiaux et des conditions dans lesquelles l'apprenant vit le confinement. Ainsi, elle conduit surtout à accentuer les inégalités scolaires.

Pour autant, supprimer tout recours à l'évaluation (entendue au sens large) n'est pas une solution : les évaluations formatives sont nécessaires pour aider les élèves à se corriger. La difficulté est de trouver un mode d'évaluation efficace à distance sans être complètement chronophage. Si nous reprenons le chemin de l'école avant les vacances d'été, il faudra être vigilants à ce que cette évaluation soit, à la limite, une manière de protéger les élèves fragiles ayant continué à s'accrocher et non pas une manière de valoriser les « *méritants* » au détriment de ceux qui n'auraient pas fait « *tous les efforts nécessaires* ». Dans la période que nous vivons, ce serait un comble !

Contrôle continu au baccalauréat, attention aux injustices :

Le risque est grand que nous n'évaluions pas un niveau obtenu mais la « *carrière* » de l'élève, essentiellement au cours des deux premiers trimestres. Tant pis pour les élèves qui s'y seraient mis trop tard ! Et que dire de celles et ceux qui ne reviendront pas au lycée d'ici les vacances ? Encore une fois, la solution du ministre, avancée dès le 3 avril, ne règle pas la question des inégalités.

Dans le 1^{er} degré, les collègues assurant les fonctions de direction d'école ont été mobilisés dès l'annonce de la fermeture des écoles le 12 mars et ont dû faire face aux injonctions, parfois contradictoires : leur demander de réunir les équipes le lundi 16 mars, organiser la garde des enfants de soignants, faire remonter à l'administration la liste des collègues volontaires, coordonner avec les collectivités locales, prévoir l'organisation matérielle de la continuité pédagogique...

Et gérer tous les cas particuliers et les urgences. Les demandes de la hiérarchie ont été le plus souvent très insistantes et intrusives : vérifier la situation familiale des familles demandeuses de garde, signaler les familles « perdues dans la nature » après avoir tenté de les contacter mais aussi vérifier la situation des collègues (garde d'enfant voire parfois définir la « fragilité personnelle ») et leur implication et travail pédagogique. Beaucoup se sont refusés à donner suite à ce type de demandes rappelant qu'un directeur n'est pas

un supérieur hiérarchique. Ces exigences ont été souvent poursuivies avec la mise en place de l'accueil des enfants de soignants.

De façon générale, nous avons noté que rien n'était prévu malgré l'insistance du ministre et que ce sont les personnels sur le terrain (directeurs et chefs d'établissement) qui ont eu à gérer les choses sans consignes claires ni moyens. La hiérarchie s'est dédouanée laissant tous ces personnels seuls face à l'urgence. D'où parfois des abus ou des négligences.

Le confinement fait monter la pression

« Nous étions prêts depuis plusieurs semaines ! », avec une telle affirmation le ministre pouvait mettre en marche la machine à mettre la pression. Puisque le ministère était prêt (alors que rien n'avait été réellement organisé et que tous les personnels se sont débrouillés dans une situation d'improvisation la plus totale), la ligne hiérarchique a fait retomber sur l'étage inférieur les injonctions contradictoires et le besoin de justifier l'efficacité du dispositif « continuité pédagogique ». Rectors, IPR, IEN ont fait ruisseler jusqu'aux chefs d'établissement la bonne parole blanquérienne. Pour que l'École maintienne le lien avec les élèves, certaines pratiques hiérarchiques, présentées le plus souvent comme des pistes sur l'air d'une gentille culpabilisation, se sont révélées plus que limites : surveillance des personnels avec une

pression en temps réel pour faire un point trop régulier sur ce que font les élèves avec parfois questionnaire tatillon à remplir, modification des emplois du temps des collègues pour organiser des cours virtuels ou augmenter les heures d'enseignement général en LP, avalanche de réunions qu'il était facile d'organiser puisque tous les personnels n'allaient pas cueillir des fraises, demande de création de listes de diffusion pour un contact plus direct avec les élèves, demande de présence pour ouvrir les écoles aux parents devant récupérer du travail ou sans raison pour les AED et les AESH...

La CGT Educ'action dénonce le regard suspicieux que certains supérieurs hiérarchiques ont porté sur les personnels qui ont pourtant eu à faire face à un accroissement de leur charge de travail.



Téléenseignement ou auto-alinéation ?

Pourquoi certains collègues ont-ils devancé voire accentué les demandes de l'institution en matière de continuité pédagogique ? Dans les jours immédiats qui ont suivi l'annonce de JM Blanquer, selon laquelle « *tout était prêt* » pour assurer la continuité pédagogique, alors que certains enseignants prenaient un temps pour réfléchir à ce concept qui était tout sauf une évidence, d'autres se lançaient à corps perdu dans la continuité la plus « *pédagogique* » qui soit, au prix parfois d'épuisement professionnel et de sentiment d'échec.

Quand l'institution, elle-même, s'est rendu compte que les supports institutionnels n'étaient pas en capacité de recevoir autant de connexions, nombre de chefs d'établissement ont dû demander aux enseignants de ne pas submerger les élèves de travail, d'exigences contradictoires et chronophages, de ne pas évaluer ni avancer dans des apprentissages alors qu'une forte minorité d'élèves resterait au bord du chemin. Et pour cause : l'École sans l'école n'en est plus une ; faire classe requiert la présence physique et le collectif. Bref, il n'y avait pas de « *continuité* » et encore moins de « *pédagogie* ».

Qu'était-il donc arrivé aux professeurs pour oublier que la fracture numérique et sociale ne pourrait que s'accroître à mesure que les exigences se multiplieraient ? Même en REP+, des devoirs écrits à scanner et ren-

voyer ont été demandés aux élèves malgré les difficultés connues des familles. Pourquoi n'avoir pas pris le temps de mutualiser, de discuter en équipe, de construire les dispositifs ?

Ces collègues ont eu le souci de « *bien faire* » pour leurs élèves, sous-estimant les conditions matérielles auxquels ils sont confrontés. Pourquoi cette « *peur de mal faire* » ou d'être réduits à cette image persistante de « *profs fainéants* » ? Comment peut-on en quelques jours perdre le sens et l'essence de notre métier ? Comment des années de matraquage institutionnel nous ont-elles modelés ? Nous devons y réfléchir car cette continuité pédagogique peut se reproduire. Réfléchir pour ne pas nous tirer une balle dans le pied en laissant croire que l'enseignement peut se faire à distance.

La fracture numérique chez les personnels du Premier degré

Pour les personnels du 1^{er} degré, la question des outils numériques, de leur utilisation et donc de la formation, a été très prégnante au cours de la période. Si la très grande majorité dispose d'au moins un ordinateur personnel, il sert aussi au reste de la famille... De plus, les collègues se sont rendu compte aussi que les élèves n'étaient pas tous en capacité de gérer de façon autonome cet outil. Alors chacun a bricolé dans son coin et s'est autoformé. Des listes de contacts ont dû être créées en urgence pour diffuser les informations. Dans certaines zones rurales, les collectivités ont imprimé, distribué et récupéré le travail à domicile au mépris des interdictions. Et de trop nombreux moyens de communication commerciaux (audios et vidéos) sont

apparus pour permettre de garder un lien entre l'École et les familles. Les collègues les plus aguerris, se sont lancés dans la classe virtuelle, laissant sur le côté les plus éloignés de cette technologie.

Cette période souligne également la fracture numérique chez les personnels qui ne sont pas tous sur le même pied d'égalité. Et ce ne sont ni les quelques heures de formation numérique institutionnelle ni le matériel professionnel qui permettent de dépasser cette situation. Une chose est sûre : le numérique ne remplace pas la classe et il demande une énergie incroyable pour des résultats peu satisfaisants.

La continuité appliquée à la vie scolaire.

Vendredi 13, drôle de jour pour un changement majeur : la préparation du confinement. Pour la Vie Scolaire, quels impacts ? Une obligation des personnels d'aller pointer sur leurs lieux de travail pour rendre des comptes aux chefs sur leurs activités et pratiques professionnelles, les fameux tableaux de suivi à remplir, des semaines d'angoisse individualisée. Lundi 16, le confinement débute et tâtonne... les connexions ne fonctionnent pas, finalement pas besoin d'eux, replis chacun chez soi, soyez prêt à...

Depuis notre monde a changé.

Dans certains établissements, les AED ont dû revenir pour ne rien faire sous la houlette de chefs un peu despotiques, histoire d'être là, de prouver que l'on fait son travail. À d'autres endroits tout s'est passé pour le mieux. Le personnel à risque, les pères et mères de famille ont pu rester chez eux. Seuls les indispensables sont donc venus... Mais pour faire quoi?

Appeler les élèves et les familles de ceux, celles qui ne se connectaient pas aux Espaces Numériques de Travail. On apprend parfois qu'il n'y a qu'un seul ordinateur à se partager entre plusieurs enfants. Souvent, les parents sont aussi au télétravail, obligés de mettre en place un système pour chacun. Parfois, un seul télé-

phone portable qui fonctionne. Ce constat, nous l'avons tous fait : le confinement renforce les inégalités sociales, démultiplie les injustices. Cachés derrière le code #31#, les CPE et AED ont donc fait intrusion, chez ceux, celles de nos élèves qui acceptaient les appels masqués pour continuer à créer du lien comme ils ou elles le font si souvent...

Suite à des pressions leur intimant de « *remplir leurs missions* », certains AED, personnels des plus précaires de l'Éducation nationale, ont dû prendre des trains surchargés pour venir téléphoner à des élèves qui n'ont, eux ou elles, pas la possibilité de venir ? Et si les personnels restent chez eux pour joindre les familles... ils le font avec quels moyens ? Ordinateur et téléphone privés évidemment ! Qui prendra en charge le surcoût des appels ? Bref rien que du flou. Et même quand tout se passe bien, que de pressions !

Si pour les CPE, il semble normal de contribuer raisonnablement à la « *continuité pédagogique* », il leur a semblé injuste de faire payer aux AED les incompatibilités et les manques du système. Les ENT ne fonctionnaient pas... Ils n'ont jamais été prévus pour cela.

Les associations à la rescousse

La crise sanitaire rend aujourd'hui possible le renforcement de l'intrusion des associations dans le monde éducatif.

Et pourquoi donc ? Eh bien pour réduire les inégalités pardi ! La ficelle est tellement grosse, utilisée par le président lui-même pour justifier le retour en classe, qu'on a l'impression qu'il s'agit de la nouvelle martingale gouvernementale.

Les élèves en difficultés ont besoin d'une aide complémentaire, que leurs professeurs (qui font un travail formidable hein, n'allez pas dire le contraire !) ne sont pas en capacité d'effectuer, tout confinés qu'ils sont. Les associations, à but non lucratif mais à financement fortement défiscalisé arrivent à la rescousse pour proposer de pallier ces manques en organisant soutiens divers, voire « *cours en ligne* ».

Compte tenu des difficultés de se réunir et de l'urgence, certains chefs ont souvent validé seuls ces nouvelles pratiques qui seront bien sûr discutées plus tard... pour mettre les équipes face au fait accompli. Le COVID a donc déjà son vaccin éducatif avec l'avènement de l'enseignement à distance : élargissement des intervenants, externalisation et mise en concurrence de l'offre d'éducation. Tout cela n'est pas nouveau mais le phénomène s'accélère, transformant les enseignants, au mieux en accompagnants des accompagnants, au pire en faire-valoir de ces pratiques « *innovantes* ».

La CGT Éduc'action combat évidemment cette dérive qui sous-traite les missions de l'Éducation nationale.

Quel avenir pédagogique ?

Avec le confinement, nos problématiques pédagogiques ont été livrées à l'urgence d'une adaptation à l'inconnu alors qu'elles nécessitent du temps : analyser les objectifs et les difficultés, articuler la progression collective d'un groupe classe avec les spécificités de chaque élève... Cette période a pu nous imposer une surcharge de travail ainsi qu'un sentiment d'échec ou d'impuissance.

Au-delà de la supériorité du présentiel, de la nécessité de moyens d'accompagnement des élèves et d'un accès plus démocratique aux ressources des nouvelles technologies... nous devrions tirer quelques enseignements positifs :

- l'essentiel des « *innovations pédagogiques* » ne repose pas sur des innovations technologiques mais sur la révolution de notre manière de concevoir le travail. Ainsi, certains d'entre nous ont pu expérimenter une pratique plus personnelle avec les élèves, avec des allers-retours réguliers entre leur travail et nos commentaires pour arriver à un véritable produit fini réus-

si. Dispositif qui, pour être généralisable, implique d'importants moyens humains ;

- la technologie n'est pas forcément une ennemie de l'enseignement. Souvent instrumentalisée au service de politiques réactionnaires, dérivatif à la réflexion de fond, elle peut s'avérer un outil utile aux élèves et à leur diversité. Avoir un support modifiable, construit avec les élèves et qui leur est transmis permet alors de répondre aux difficultés de certains et de consacrer les temps d'écriture à des activités réflexives.

Si le suivi à distance pose les questions du droit à la déconnexion et du risque de sollicitations excessives, ne jetons pas le bébé pédagogique avec l'eau du bain de Jean-Michel !

La mise en œuvre de la « *continuité pédagogique* » du ministre n'a pu produire, dans la majorité des cas, qu'un maintien du lien des élèves avec les apprentissages, ce qui n'est pas rien et a dû reposer sur un investissement très important des personnels, des élèves et de leurs parents.

La CGT Éduc'action propose :

Cet enseignement à distance ne saurait remplacer l'enseignement en présentiel et ne doit en aucun cas être généralisé en dehors de la période exceptionnelle que nous vivons.

Pourtant, cette période aura au moins permis de mettre en lumière les dysfonctionnements du système et nos revendications.

Sur la question numérique :

- assurer un droit universel à la connexion haut débit de toutes et tous ;
- assurer un ordinateur individuel à chaque élève ;
- équiper, aux frais de l'État, les personnels d'un ordinateur de travail individuel ;
- créer des espaces numériques de travail fiables, sécurisés, gérés par le ministère ;
- garantir le droit à la déconnexion des personnels.

Sur le plan pédagogique :

- en finir avec des programmes encyclopédiques et travailler à la construction par les élèves d'une culture commune ;
- mettre en avant dans l'enseignement la co-construction des savoirs et savoir-faire par les élèves facilitant leur autonomie ;
- travailler à l'enseignement de la recherche documentaire et à la culture des médias ;
- reconstruire la notion d'évaluation, ses objectifs et ses modalités.

Pour notre système éducatif dans son ensemble :

- obtenir des moyens humains permettant, en dehors de tout contexte de confinement, d'assurer la réussite de toutes et tous par une baisse des effectifs par classe, des moyens pour du travail en demi-groupes ou un vrai accompagnement personnalisé ;
- définir une autre politique éducative qui tourne le dos à la mise en concurrence des élèves et des personnels.